

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**Direction des achats**  
Service des achats/marchés

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

**n°14 du 19 mars 2025**

**Dossier suivi par :**  
Service des marchés publics

**Relatif à**

**Ligne directe :**  
01 49 77 38 71

**Maintenance des centrales de détection  
de gaz à l'Anses - site des laboratoires  
de Maisons-Alfort**

## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>2</b>
<b>ARTICLE 1    <i>Modalités du marché</i></b>	<b>3</b>
1.1 Mode de passation	3
1.2 Objet et forme du marché	3
1.3 Durée du marché	3
1.4 Documents contractuels (dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS)	3
1.5 Forme des notifications et informations	4
<b>ARTICLE 2    <i>Modalités d'exécution des prestations</i></b>	<b>4</b>
2.1 Démarrage du marché et bons de commande	4
2.2 Sous-traitance	4
2.3 Lieu d'exécution	4
2.4 Délais d'exécution	5
2.5 Suivi de la prestation	5
2.6 Pénalités	5
2.7 Obligations du titulaire	6
2.8 Personnel du titulaire	6
2.9 Dommages	6
2.10 Prévention de santé sécurité au travail	6
2.11 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	7
<b>ARTICLE 3    <i>Vérification et admission</i></b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4    <i>Modalités financières</i></b>	<b>7</b>
4.1 Prix	7
4.2 Avance	7
4.3 Révision des prix	7
4.4 Acomptes - Règlement des comptes	8
4.5 Facturation électronique	9
4.6 Comptable assignataire des paiements	9
<b>ARTICLE 5    <i>Clause environnementale</i></b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6    <i>Protection de données à caractère personnel</i></b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7    <i>Assurances</i></b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 8    <i>Personne habilitée a fournir les renseignements article R 2191-59 du code de la commande publique</i></b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 9    <i>Résiliation</i></b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 10    <i>Clauses de réexamen</i></b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11    <i>Litiges</i></b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12    <i>Dérogations au CCAG-FCS</i></b>	<b>11</b>

## **ARTICLE 1 MODALITES DU MARCHE**

### **1.1 Mode de passation**

Le présent marché est un marché de services passé en procédure adaptée en application du code de la commande publique (articles L 2123-1 et R 2123-1).

### **1.2 Objet et forme du marché**

Le marché a pour objet des prestations de maintenance des centrales de détection de gaz sur le site des laboratoires de Maisons-Alfort de l'Anses.

Le marché est composé :

- D'une partie forfaitaire : l'état des lieux, la maintenance préventive comportant deux visites annuelles de contrôle et d'entretien courant qui nécessitent la présence d'un technicien pour les détecteurs de gaz, et la réversibilité ;
- D'une partie à prix unitaire : la maintenance corrective :
  - o Les interventions ponctuelles en cas de panne (visite curative) ou de fonctionnement défectueux du matériel ;
  - o Le cas échéant, la fourniture et l'installation des pièces détachées et de rechange non comprises au forfait de maintenance préventive.

La partie à prix unitaires est un accord-cadre qui sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique). Cet accord-cadre à bons de commande fixe toutes les stipulations contractuelles et est conclu avec un seul opérateur économique.

Le marché ne comporte pas de montant minimum.

Le montant maximum pour la durée du marché est de 142 999 € HT.

Ces informations ne sauraient engager l'Anses, ni lui être opposable, ni donner lieu à une indemnité si le volume de commandes n'est pas atteint.

Les spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

Le marché n'est pas alloti car les prestations sont indissociables.

### **1.3 Durée du marché**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois. A l'issue de cette période initiale, il est reconduit expressément au maximum 3 fois pour des périodes successives de 12 mois. Sa durée ne saurait excéder 4 ans.

À cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au titulaire sa décision de reconduire ou non le marché. La non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

Les bons de commande ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre. Si un bon de commande est en cours d'exécution à la date d'échéance de l'accord-cadre, il sera poursuivi jusqu'à son propre achèvement.

### **1.4 Documents contractuels (dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS)**

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Anses fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant (dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS) :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
  - Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 « Exigences générales en matière de santé et sécurité au travail lors d'interventions d'entreprises extérieures sur un site de l'Anses » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe 1;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des fournitures courantes et services (CCAG/FCS (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services)) ;
- L'offre technique du titulaire.

### **Disposition particulière**

Les conditions générales de ventes du titulaire, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent CCAP et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au marché.

### **1.5 Forme des notifications et informations**

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai peut être faite par remise directe contre récépissé, échange dématérialisé ou sur support électronique ou tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

## **ARTICLE 2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **2.1 Démarrage du marché et bons de commande**

La notification du marché par tous moyens (lettre, bon de commande, ...) vaut ordre de service de démarrage de la prestation de maintenance au forfait des appareils.

Les prestations ponctuelles s'exécutent par émission de bons de commande valant ordre de service de démarrage des prestations, établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement, notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Anses.

Les commandes sont transmises par tout moyen (message électronique...).

Chaque bon de commande précise :

- Les références du marché ;
- Le détail des prestations commandées ;
- Le cas échéant le délai de réparation ;
- Le laboratoire concerné ;
- L'adresse précise du ou des lieu(x) de livraison ;
- Le (s) prix unitaire(s) contractuel(s) HT, le taux de TVA applicable, les prix TTC ;
- Le cas échéant, le devis accepté est annexé au bon de commande.

Concernant la prestation de maintenance curative, le titulaire propose un devis dans lequel il indique pour chaque demande d'intervention, le coût de la main d'œuvre par catégorie d'intervenant et les frais de déplacement associés sur la base du bordereau des prix du marché, le coefficient de majoration sur les taux horaires (sur la base du bordereau des prix du marché) le cas échéant, les pièces détachées et consommables à remplacer. En cas d'acceptation de ce devis par l'Anses, l'Anses transmet au Titulaire un bon de commande.

En dérogation au délai de l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Anses dans un délai de deux jours à compter de la réception du bon de commande.

### **2.2 Sous-traitance**

En application du code de la commande publique, le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet des marchés dans les conditions prévues par les dispositions du code de la commande publique.

### **2.3 Lieu d'exécution**

Les laboratoires concernés par le marché se situent sur le site de Maisons-Alfort, 14, rue Pierre et Marie Curie 94 700 (LS Aliments et LS Animale).

## **2.4 Délais d'exécution**

La date d'intervention pour les visites de maintenance préventive est fixée d'un commun accord entre l'Anses et le titulaire du lot concerné.

Le délai d'intervention en cas de panne est celui mis en oeuvre par le Titulaire dans son offre à compter de la demande d'intervention faite par tout moyen (télécopie, courrier électronique, ...). Ce délai court à compter de la première demande effectuée.

Le délai de réparation est déterminé entre l'Anses et le Titulaire (selon la disponibilité des pièces détachées) ; il est mentionné sur le bon de commande et court à compter de la date de réception du bon de commande notifié par l'Anses au titulaire par courrier ou par télécopie.

Prolongation des délais :

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG/FCS.

## **2.5 Suivi de la prestation**

En application de l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Anses, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire communique, les noms, la qualité et les coordonnées des personnes composant l'équipe de travail dédiée à l'exécution du marché dès la réception de la notification du marché.

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, remettant en cause le respect du planning, le titulaire doit en aviser immédiatement l'Anses. En outre, il doit prendre les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise.

En dérogation au délai fixé à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, la désignation d'un remplaçant de niveau au moins équivalent doit intervenir dans un délai de 15 jours ouvrables. En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation de tarif.

Pendant toute la durée du marché, l'Anses se réserve le droit de récuser le personnel qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne satisferait pas aux règles de sécurité en vigueur. Le Titulaire procédera à son remplacement dans un délai de 15 jours.

## **2.6 Pénalités**

### **2.6.1 Pénalités de retard**

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en cas de retard d'exécution, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations en retard

R = le nombre de jours de retard.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondante au mois de l'infraction. Sinon, il fait l'objet d'un titre de perception à recouvrer par l'agence comptable de l'Anses.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en oeuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

### **2.6.1 Pénalités d'indisponibilité**

Si le délai de réparation, déterminé d'un commun accord entre le laboratoire et le titulaire est dépassé, ou en cas d'indisponibilité de l'appareil non justifiée de plus de 30 jours, une pénalité de 200 euros par tranche de 15 jours calendaires de retard s'applique (toute tranche commencée est due).

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en oeuvre de tout ou partie des pénalités précitées ; dans tous les cas, le montant des pénalités est plafonné à 2 fois le montant de la redevance mensuelle forfaitaire de maintenance préventive de l'appareil considéré.

## **2.7 Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultats.

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Anses, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à exercer ses activités en toute impartialité et à communiquer sans délai à l'Anses tout lien relationnel avec un client/partenaire de l'Anses et toutes tentatives de pression ou influence commerciale, financière ou autre dont il fera l'objet et susceptible de mettre en cause la qualité et l'impartialité de ses prestations.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

## **2.8 Personnel du titulaire**

Pendant l'exécution du marché, le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Les préposés du titulaire affectés à la réalisation des prestations resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive.

Ces personnels resteront à tout moment les préposés du titulaire sur lesquels ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

## **2.9 Dommages**

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement :

- Aux personnels de l'Anses ou à des tiers,
- Aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

## **2.10 Prévention de santé sécurité au travail**

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un salarié est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant à l'Anses au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

## **2.11 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Suivant les dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire, l'Anses peut procéder à la résiliation du marché et faire procéder par un tiers à la réalisation de la prestation concernée en lieu et place du titulaire.

## **ARTICLE 3 VERIFICATION ET ADMISSION**

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

En dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'Anses dispose de 15 jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, le constat du « service fait » par le pouvoir adjudicateur vaut admission des prestations. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

L'Anses peut également prendre une décision écrite expresse en cas d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

## **ARTICLE 4 MODALITES FINANCIERES**

### **4.1 Prix**

Les prix fixés dans l'accord-cadre, annexés à l'acte d'engagement, sont des prix unitaires et révisables. Ils sont hors TVA et sont réputés comprendre tous les frais prévus à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/FCS.

### **4.2 Avance**

Sauf renonciation exprimée en annexe à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions du code de la commande publique. L'option B de l'article 11 du CCAG/FCS s'applique option B. Le taux de l'avance est de 5%.

### **4.3 Révision des prix**

Les prix unitaires fixé à l'accord-cadre sont fermes la première année et sont ensuite révisés annuellement à la date anniversaire de notification du présent marché suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times [0,7 \times \text{ICHT IME} + 0,3 \times \text{FSD 2}])$$

dans laquelle :  
 P = prix révisé  
 P0 = prix initial

ICHT- IME= dernier indice connu au premier jour du mois de la demande de révision, relatif au coût horaire du travail industries mécaniques et électriques - identifiant INSEE 1565183 ;

ICHT – IME0 = indice relatif au coût horaire du travail industries mécaniques et électriques - identifiant INSEE 1565183 ; pour la première révision à partir de la deuxième année d'exécution du marché, il s'agit de la valeur à la date de la notification du marché. Pour les révisions suivantes à partir de la troisième année d'exécution du marché, il s'agit de la valeur du mois de la date de notification du marché de l'année précédant la demande de révision.

FSD 2 = dernier indice connu au premier jour du mois de la demande de révision, relatif aux frais et services divers, 2 ;

FSD 20 = indice relatif aux frais et services divers 2 ; pour la première révision à partir de la deuxième année d'exécution du marché, il s'agit de la valeur à la date de la notification du marché. Pour les révisions suivantes à partir de la troisième année d'exécution du marché, il s'agit de la valeur du mois de la date de notification du marché de l'année précédant la demande de révision.

Référence de lecture des indices : publications INSEE, Le Moniteur.

La demande de révision se fait à l'initiative du titulaire, au plus tard un mois avant l'application du nouveau prix. Le titulaire présente à **l'Anses – Direction de l'Administration et des Finances - service achats/marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort cedex)** sa demande de révision en indiquant de manière claire le nouveau prix et les indices pris en compte.

Si à la date d'application du nouveau tarif, l'Anses n'a ni validé ni infirmé le calcul effectué, la demande de révision est considérée comme acceptée à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

L'acceptation du nouveau tarif constitue, une fois pour toutes, le document de référence pour toutes les factures émises par le titulaire au titre du marché jusqu'à la date d'application d'un nouveau tarif.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

#### Clause de sauvegarde :

La hausse du prix résultant de la révision ne peut être supérieure à 3% sur 12 mois. Si la hausse du prix excède 3%, l'Anses pourra soit limiter l'augmentation à 3%, soit résilier le marché sous préavis de quinze jours et sans indemnité par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS.

#### **4.4 Acomptes - Règlement des comptes**

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes (article R 2191-20 du code de la commande publique).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre. Conformément à l'article R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est de trente jours à réception des factures par le pouvoir adjudicateur sous réserve d'exigibilité de celles-ci à cette date.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de remise en paiement du principal, suivant la réglementation en vigueur.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.



#### **4.5 Facturation électronique**

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans le bordereau de prix, à l'avancement, sur service fait (rythme de la facturation à fixer avec l'Anses) prix et devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Mentions d'identification :
  - Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
  - Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).
- Éléments concernant la facture :
  - La date d'émission de la facture ;
  - Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Éléments concernant la prestation facturée :
  - La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
  - La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
  - Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
  - Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
  - Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
  - Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
  - Le numéro du marché pour les prestations forfaitaires qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un bon de commande ;  
Le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : FR 54 130012024.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.



**Le dépôt de vos factures doit se faire obligatoirement sur le portail Chorus Pro ([www.chorus-pro.gouv.fr/](http://www.chorus-pro.gouv.fr/) ; solution gratuite). Toute facture non déposée sur Chorus Pro sera considérée comme non opposable à l'Anses, elle sera réputée non reçue et ne sera pas traitée.**

Pour la connexion à Chorus Pro :

- Identifiant à utiliser : 130 012 024 00183
- Numéro d'engagement à utiliser : le numéro du bon de commande (CBDC)

**Il n'est pas souhaitable que les factures soient envoyées à la fois par mail, et/ou par Chorus Pro et/ou par voie postale. La multiplication des envois peut être source d'erreurs et nuire considérablement au délai global de traitement de vos factures. Il est demandé un seul envoi sur un seul support.**

Pour toute question relative au traitement de vos factures déjà communiquées selon les modalités susvisées, le contact est [servicefacturier@anses.fr](mailto:servicefacturier@anses.fr) ou 01.77.74.17.22.

#### **4.6 Comptable assignataire des paiements**

Monsieur l'agent comptable principal de l'Anses

14 rue Pierre et Marie Curie

94701 Maisons-Alfort Cedex

#### **ARTICLE 5 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

#### **ARTICLE 6 PROTECTION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les Parties s'engagent à respecter la législation applicable en matière de protection de données à caractère personnel et de respect de la vie privée et notamment le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi que la loi informatique et libertés n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée.

Si le cocontractant est amené à traiter des données personnelles au nom de l'Anses, un document spécifique sera signé entre les parties. Ce document définira notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, ainsi que les obligations et les droits des Parties.

#### **ARTICLE 7 ASSURANCES**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 38 du CCAG/FCS.

#### **ARTICLE 8 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le chapitre 6 « propriété intellectuelle » du CCAG/FCS s'applique au présent marché.

Le Titulaire est propriétaire des notices d'utilisation des centrales de détection de gaz. Il en remet une copie à l'Anses.

#### **ARTICLE 9 CLAUSES DE REEEXAMEN**

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet de modifications, quel qu'en soit le montant, dans les conditions définies ci-après.

Ajout, retrait ou remplacement d'un système (centrale et détecteurs de gaz) :

A la demande de l'Anses, tout ajout, retrait ou remplacement d'un système pourra être réalisé dans le cadre du présent marché.

Dans ce cas, le titulaire établira, à la demande de l'Anses, un devis décrivant le prix et les conditions de la prestation à réaliser, sur la base des conditions tarifaires définies par le présent marché pour un équipement similaire.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant au présent marché.

Ajout de prestations supplémentaires :

A la demande ou sur accord de l'Anses, tout ajout de prestations en lien avec le marché pourra être réalisé dans le cadre du présent marché.

Dans ce cas, le titulaire établira, à la demande de l'Anses, un devis décrivant le prix et les conditions de la prestation à réaliser, sur la base des conditions tarifaires définies par le présent marché pour un équipement similaire.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant au présent marché.

Autres modifications :

Par ailleurs, suivant le contexte économique, des modifications pourront porter sur l'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix pendant la période liée à la nouvelle conjoncture économique.

Ces modifications seront effectuées à la demande du titulaire ou de l'acheteur et d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'un avenant. A l'extinction du fait générateur, les parties conviendront d'un retour aux conditions normales d'exécution du marché.

A défaut d'accord entre les parties dans un délai de 60 jours suivant la date de réception de la demande de réexamen, le contrat est résilié par l'acheteur sans indemnité en dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

#### **ARTICLE 10 PERSONNE HABILITEE A FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS ARTICLE R 2191-59 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Monsieur le Directeur général de l'Anses  
14 rue Pierre et Marie Curie  
94701 MAISONS-ALFORT Cedex

#### **ARTICLE 11 RESILIATION**

L'Anses a la faculté de résilier le présent accord-cadre dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS. Conformément à l'article 38 du CCAG/FCS, le marché peut être résilié par l'Anses à tout moment qu'il y ait ou non faute du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, l'Anses pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 45 du CCAG/FCS.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché ou d'une autre commande après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

#### **ARTICLE 12 LITIGES**

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable. A défaut, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent

#### **ARTICLE 13 DEROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article 1.5 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG/FCS.

L'article 2.2 du CCAP déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS.

L'article 2.5 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS.

L'article 2.7 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.1 du CCAG/FCS.

L'article 3 du CCAP déroge aux articles 28.2 du CCAG/FCS.

L'article 4.3 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/FCS.

L'article 9 du CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.